
ÉTUDE DES CRÉDITS

2017 – 2018

**Demandes de renseignements généraux
de l'Opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

Demande de renseignements généraux de l'Opposition

#	Liste des questions
RG1	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2016-2017:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :<ul style="list-style-type: none">• Les détails de ces ententes;• Les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
RG2	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
RG3	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
RG4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p>

#	Liste des questions
	<p><u>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p><u>Par un professionnel ou par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement.
RG5	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p><u>Organisée par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
RG6	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.
RG7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme;

#	Liste des questions
	<ul style="list-style-type: none"> b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d’octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l’échéancier; g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
	<p>Par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d’octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l’échéancier; g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
RG8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l’organisme public, comme il est prévu à l’article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non, le ministère ou l’organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d’autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d’évaluation, de vérification ou d’enquête produit concernant un de ces contrats.
RG9	<p>Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d’évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.
RG10	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme;

#	Liste des questions
	<ul style="list-style-type: none"> b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
RG11	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
RG12	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.
RG13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-</p>

#	Liste des questions
	<p>ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
RG14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
RG15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); <ul style="list-style-type: none"> - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;

#	Liste des questions
	<ul style="list-style-type: none"> f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); (Annexe 1) k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes; r) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
RG16	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées; d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
RG17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

#	Liste des questions
RG18	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
RG19	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.
RG20	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
RG21	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

#	Liste des questions
RG22	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2017-2018.
RG23	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2017-2018; c) par catégorie d'âge.
RG24	<p>Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.</p>
RG25	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.</p>
RG26	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
RG27	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
RG28	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>

#	Liste des questions
RG29	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
RG30	<p>Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
RG31	<p>Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.</p>
RP32	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
RG34	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
RG35	<p>La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>

#	Liste des questions
RG36	Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
RG37	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.
RG38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
RG39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
RG40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
RG41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
RG42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
RG43	<p>Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
RG44	<p>Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

#	Liste des questions
RG45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
RG46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
RG47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
RG48	Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
RG49	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
RG50	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
RG51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
RG52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
RG53	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
RG54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
RG55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
RG56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
RG57	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
RG58	Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> .

#	Liste des questions
	<p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p>
RG59	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI. e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
RG60	<ul style="list-style-type: none"> a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale. b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
RG61	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.</p>
RG62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p>

#	Liste des questions
	<ul style="list-style-type: none"> a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'état; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2017-2018.

RG63 Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

RG64 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

RG65 Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Annexe 1 – Question RG15 j) : L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 :

- a) Les endroits et dates de départ et de retour;
- b) La copie des programmes et rapports de mission;
- c) Les personnes rencontrées;
- d) Le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) Les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants ;
- g) La liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) Les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) La description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Aucun voyage hors Québec n'a été effectué entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du TAT en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragr. 18).

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG2

POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2016-2017 :

- a) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) Les coûts ventilés;
- c) Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

- a) L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;

Montréal – Rouyn Noranda – Montréal

Du 24 avril au 28 avril 2016

- b) Les coûts ventilés;

Frais de transport : 1 120,80 \$

Allocations forfaitaires : 563,70 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragr. 17).

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 24 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- a) La ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018;
- b) Les noms des firmes de publicité retenues;
- c) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) Le but visé par chaque dépense;
- f) Dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) Le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Aucune dépense n'a été enregistrée à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Tribunal administratif du travail en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragr. 24).

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG4

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) Les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) Le but visé par chaque dépense;
- c) Le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) Les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- e) Le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) La liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) Le but visé par chaque dépense;
- i) Le nombre total d'événements ventilé par type d'événement.

Le TAT n'a participé à aucun événement de cette nature entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG5

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

- a) Les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement;
- b) Le but recherché par chaque dépense;
- c) Nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisées par un professionnel ou une firme externe :

- d) Les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) Le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) Les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) Le but visé par chaque dépense;
- i) Nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisées par le ministère ou l'organisme

Le TAT n'a organisé aucune formation de communication entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

Organisées par un professionnel ou une firme externe

Aucune activité n'a été organisée entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du TAT en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG6

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

Organisées par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) Les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- b) Le but visé par chaque dépense;
- c) La nature de la formation;
- d) Les personnes concernées.

Aucune dépense n'a été effectuée à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du TAT en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG7

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2016-2017, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

a) Les noms du professionnel ou de la firme;

b) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

c) Le détail des travaux ou services effectués (but visé);

d) La date d'octroi du contrat;

e) Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;

f) L'échéancier;

g) Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant :

a) Les noms du professionnel ou de la firme;

b) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

c) Le détail des travaux ou services effectués (but visé);

d) La date d'octroi du contrat;

e) Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;

f) L'échéancier;

g) Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Voici la liste des contrats octroyés entre le 1 ^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 :				
Fournisseur	Objet du contrat	Mode d'octroi	Date d'octroi	Montant
Alliance Résolution inc.	Formation : Comment débloquer les impasses en conciliation	Gré à gré	13-10-2016	2 500 \$
Bussièrès Communications	Carte de Noël animée avec musique et logo + Carte de Noël statique avec logo + Modifications à l'organigramme	Gré à gré	01-12-2016	1 025 \$
Bussièrès Communications	Réalisation de 32 œuvres dans la série des oiseaux, pour les 25 ans de service des employés	Gré à gré	27-09-2016	6 400 \$
Côté Fleuve	Impression de la brochure du Tribunal – version française	Gré à gré	03-05-2016	4 275 \$
Côté Fleuve	Impression version anglaise de la brochure TAT	Gré à gré	06-05-2016	2 736 \$
				.../2

9. RG7_Réponse_VF.doc

Fournisseur	Objet du contrat	Mode d'octroi	Date d'octroi	Montant
Côté Fleuve	Conception du calendrier 2017-2018	Gré à gré	06-05-2016	4 275 \$
Côté Fleuve	Conception et réalisation d'un feuillet de promotion des services en ligne	Gré à gré	09-06-2016	1 475 \$
Côté Fleuve	Conception et impression du rapport annuel 2016	Gré à gré	08-07-2016	4 615 \$
Dr Benoît Laramée	Formation sur les moisissures en milieu de travail professionnel	Gré à gré	23-11-2016	300 \$
Dre Elizabeth Leroux	Formation : Le diagnostic et la prise en charge de la céphalée post-traumatique	Gré à gré	24-11-2016	1 000 \$
Dr Gérard Ouimet, Ph.D.	Formation : Le juge et la gestion de ses émotions	Gré à gré	25-10-2016	3 000 \$
Ely Malion	Services de traduction de décisions	Gré à gré	03-06-2016	24 500 \$
Gestion Manon Cléroux inc.	Accompagnement de l'équipe de direction du Tribunal	Gré à gré	01-11-2016	15 300 \$
Gestion Manon Cléroux inc.	Conférence portant sur le pouvoir de la crédibilité	Gré à gré	01-11-2016	5 000 \$
GCI	Soutien technique, maintenance et mise à niveau du progiciel Gestion Virtuelle. NET	Gré à gré	30-06-2016	1 400 \$
Jean Chevrier	Évaluation des niveaux d'emploi d'encadrement	Gré à gré	01-11-2016	6 250 \$
Libéo inc.	Services professionnels pour l'entretien et l'amélioration du système TOPO-SST.	Gré à gré	03-08-2016	9 996 \$
Libéo inc.	Formation de type édimestre pour le gestionnaire de contenu TYPO3	Gré à gré	11-01-2017	4 300 \$
Liette Jobin	Conseils stratégiques aux membres de la haute direction	Gré à gré	01-11-2016	6 000 \$
Loran technologies	Conseils stratégiques pour assurer la pérennité des principaux actifs informationnels	Gré à gré	04-07-2016	23 500 \$
Marie-Alix Halewyn	Formation : Moisissures, milieux de travail et lésions professionnelles	Gré à gré	23-11-2016	1 300 \$
Marie-Josée Durand	Formation sur les limitations fonctionnelles	Gré à gré	12-04-2016	1 000 \$
Miriam Fahmy	Formation : Le monde du travail : Parce qu'on est en 2016	Gré à gré	14-11-2016	600 \$

.../3

Fournisseur	Objet du contrat	Mode d'octroi	Date d'octroi	Montant
Monique Charron	Expertise pour l'organisation de la Campagne Entraide 2016	Gré à gré	01-09-2016	350 \$
Nurun	Services conseils pour les travaux d'évolution du système SISTA.	Gré à gré	01-11-2016	3 680 \$
PG Solutions	Banque de services prépayés pour de la formation et de la gestion de projet GCI vers SYGED	Gré à gré	15-07-2016	6 375 \$
Randstad	Agence de placement de personnel - secrétariat	Gré à gré	14-07-2016	18 000 \$
Randstad	Agence de placement de personnel - secrétariat	Gré à gré	30-11-2016	16 000 \$
Stéphanie Laprise 9226-2898 Qc inc.	Formation : Le diagnostic et la prise en charge de la céphalée post-traumatique	Gré à gré	24-11-2016	500 \$
Verreau Dufresne, S.E.N.R.L.	Services conseils de gestion juridique auprès de la présidente.	Gré à gré	01-02-2017	2 490 \$
TOTAL				178 142 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Service des communications
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2016-2017 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LA SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

- a) Le nombre d'autorisations;
- b) Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) Le montant accordé;
- e) Les motifs de la demande;
- f) Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, aucun contrat octroyé n'a fait l'objet de coûts additionnels autorisés.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Direction générale des services administratifs

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage, Direction des ressources financières

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 29 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG9

**LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE
OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :**

- a) La liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) La grille d'évaluation des soumissions;
- c) La justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Le TAT n'a procédé à aucun appel d'offres public entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

SOURCE : Direction générale des services administratifs

COLLABORATION : Direction des technologies et du pilotage et Services des ressources matérielles

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG10

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2016-2017, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- a) Les noms du professionnel ou de la firme;
- b) Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) Le coût;
- d) L'échéancier;
- e) Dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG11

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) Une description de son mandat;**
- f) La date du début de son contrat;**
- g) La date prévue de fin de son contrat;**
- h) Sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG12

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2004-2005, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- a) Le nom du projet;
- b) La nature du projet;
- c) L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) Les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) Le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

- a) **Le nom du projet :** Arrimage TAT – SISTA.
- b) **La nature du projet :** Conversion des données du système de mission Gestion des relations du travail (GRT) de l'ex-CRT et intégration des données et activités au système de mission du TAT, soit le Système intégré de services aux tribunaux administratifs (SISTA).
- d) **Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet :** 3 531 269 \$
- f) **Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :** 0 \$
- i) **Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour :** 0 % du projet a été réalisé

.../2

- l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics* : N/A.** Il s'agit de l'intégration de systèmes de mission à la suite de la fusion, le 1^{er} janvier 2016, de la Commission des lésions professionnelles (CLP) et de la Commission des relations du travail (CRT). Toutefois, le système SISTA est déjà composé en partie de logiciels libres.
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années :** Aucune pénalité n'a été appliquée au cours de l'exercice 2016-2017.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2016-2017 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- a) La photocopie;**
- b) Le mobilier de bureau;**
- c) L'ameublement;**
- d) La décoration et l'embellissement;**
- e) Le distributeur d'eau de source;**
- f) Le remboursement des frais de transport;**
- g) Le remboursement des frais d'hébergement;**
- h) Le remboursement des frais de repas;**
- i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;**
- j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :**
 - I. a) au Québec;**
 - II. b) à l'extérieur du Québec.**

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

- a) La photocopie :** Cette donnée n'est pas disponible, car le budget et la dépense sont comptabilisés centralement.
- b) Le mobilier de bureau :** Aucune dépense n'a été effectuée.
- c) L'ameublement :** Aucune dépense n'a été effectuée.
- d) La décoration et l'embellissement :** Aucune dépense n'a été effectuée.
- e) Le distributeur d'eau de source :** Aucune dépense n'a été effectuée.
- f) Le remboursement des frais de transport :** 24 525,53 \$ pour la haute direction.
- g) Le remboursement des frais d'hébergement :** 24 244,84 \$ pour la haute direction.
- h) Le remboursement des frais de repas :** 8 406,90 \$ pour la haute direction.
- i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes :** 12 036,01 \$ pour l'ensemble du Tribunal
- j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :**

Les sommes dépensées à ce chapitre par la haute direction sont de :

- I. a) au Québec :** 5 020,84 \$
- II. b) à l'extérieur du Québec :** 0 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 31 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RG13

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG13X

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2015-2016 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- a) La photocopie;**
- b) Le mobilier de bureau;**
- c) L'ameublement;**
- d) La décoration et l'embellissement;**
- e) Le distributeur d'eau de source;**
- f) Le remboursement des frais de transport;**
- g) Le remboursement des frais d'hébergement;**
- h) Le remboursement des frais de repas;**
- i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;**
- j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :**
 - I. a) au Québec;**
 - II. b) à l'extérieur du Québec.**

i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;

Le montant de 12 036,01 \$ représente le coût déboursé pour l'organisation de deux événements ayant pour but de souligner les 25 ans de services de nos employés. Le coût comprend les reproductions qui ont été remises en cadeau. Pour diminuer les coûts, cet événement est organisé une fois aux deux ans, ce qui explique pourquoi nous n'avons aucune dépense à ce chapitre l'an dernier. Le montant comprend également les coûts de l'inauguration pour l'ouverture de nos nouveaux locaux à Trois-Rivières.

j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

I. a) au Québec;

Le montant de 5 020,84 \$ est ainsi réparti :

- 1 720 \$ pour le colloque du Conseil des tribunaux administratifs canadiens (CTAC) qui s'est déroulé à Ottawa;
- 301,42 \$ pour l'assemblée annuelle des juges administratifs du TAT;
- 489 \$ pour de la formation continue au Barreau;
- 2 510,42 \$ représente des frais de déplacement pour assister à différentes formations.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG14

SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2016-2017 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- a) Le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) Le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres);
- c) Le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) Les coûts d'acquisition des appareils;
- e) Le coût d'utilisation des appareils;
- f) Le coût des contrats téléphoniques;
- g) Les noms des fournisseurs;
- h) Le nombre de minutes utilisées;
- i) Les ordinateurs portables;
- j) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) Le coût des frais d'itinérance;
- l) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

- a) Le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés : 141
- b) et i) Le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres) et le nombre d'ordinateurs portables : 15 tablettes utilisées et 272 ordinateurs portables en inventaire
- c) Le nombre de téléavertisseurs utilisés : 7
- d) Les coûts d'acquisition des appareils : 400 \$
- e) Le coût d'utilisation des appareils : 997,84 \$ (frais non récurrents autres que le coût des contrats)
- f) Le coût des contrats téléphoniques : 70 068,78 \$
- g) Les noms des fournisseurs : Rogers, Bell & Telus
- h) Le nombre de minutes utilisées : 391 377.16 min. (Telus non disponible)
- j) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés : 246
- k) Le coût des frais d'itinérance : 577,14 \$
- l) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu : 1431,94 \$

.../2

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragr. 25).

SOURCE : Direction des technologies de l'information

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 27 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé selon la classe de travail;
- f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) Le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

.../2

- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;

Voici les données relatives aux sous-questions a) et b) valables au 28 février 2017 :

	Cadres	Professionnels	Techniciens et assimilés	Personnel de bureau	Ouvriers et agents de la paix
Hommes					
– de 35 ans		1	1	2	1
+ de 35 ans	5	57	9	9	
Femmes					
– de 35 ans		6	4	10	
+ de 35 ans	1	79	50	104	
Autochtones					
– de 35 ans					
+ de 35 ans		1		1	
Communautés culturelles					
– de 35 ans				4	
+ de 35 ans	1	3	9	18	
Anglophones					
– de 35 ans					
+ de 35 ans		3	1	1	
Personnes handicapées					
– de 35 ans			1		
+ de 35 ans		2		1	

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel s'établissait comme suit :

- a. Fonctionnaires : 1 497,0 jours
- b. Ouvriers : 11,0 jours
- c. Professionnels : 1 216,5 jours
- d. Cadres : 20,0 jours

TOTAL 2 744,5 jours

.../3

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Membres (juges administratifs)	0	1	0	0
Professionnels	28	39	28	49
Personnel de bureau et techniciens	70	89	19	19
Ouvriers	1	1	0	0
Cadres	1	0	4	1

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires; - le coût moyen par employé, selon la classe de travail :

Catégorie	Heures payées		Heures compensées		Total		Coût moyen
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	
Fonctionnaires	644,95	24 197,29	246,17	10 027,74	891,12	34225,03	181,08
Ouvriers	15,00	419,73	0,00	0,00	15,00	419,73	419,73
Professionnels	398,30	19 035,30	508,99	19 035,30	907,29	43 603,98	304,92
TOTAL	1 058,25	43 652,32	755,16	29 063,04	1 813,41	78 248,74	234,98

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel :

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel s'établissait comme suit :

- a. Fonctionnaires : 3 609,0 jours
- b. Ouvriers : 19,0 jours
- c. Professionnels : 2 684,0 jours
- d. Cadres : 215,0 jours

TOTAL 6 527,0 jours

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

Catégorie d'emploi	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Commissaires	1	0	0	0
Professionnels	84	58	2	0
Personnel de bureau et techniciens	136	61	0	0
Ouvriers	1	1	0	0
Cadres	2	4	0	0

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

- i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers :**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :**

Les informations sont fournies en Annexe 1.

- k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :**

2016-2017 : 21 (dont 5 juristes de niveau expert)

- l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :**

2016-2017 : 100

- m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :**

Voir les renseignements fournis à la question 15 j). Au Tribunal administratif du travail, le nombre d'effectifs réguliers est égal au nombre de postes.

- n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- o) Le nombre d'employés permanents et temporaires :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

.../5

q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes.

Aucun poste aboli en 2016-2017.

r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 21 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG16

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :

- a) **Le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;**
- b) **Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
- c) **Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées;**
- d) **Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

- a) **Le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :**

La réponse à cette question, pour l'exercice 2016-2017, sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) **Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :**

En conformité avec la cible NHT établie par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- c) **Nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités qui seront versées :**

Nous vous référons à la réponse fournie à la question 16 a).

- d) **Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**

Sept personnes retraitées de la fonction publique ont été engagées pour un contrat.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG17

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2016-2017 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- a) L'emplacement de la location;
- b) La superficie totale pour chaque local loué;
- c) La superficie totale réellement occupée;
- d) La superficie inoccupée;
- e) Le coût de location au mètre carré;
- f) Le coût total de ladite location;
- g) Les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) La durée du bail;
- i) Le propriétaire de l'espace loué;
- j) Les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 :

EMPLACEMENT	SUPERFICIE DE L'ESPACE LOUÉ (m²)	COÛT ANNUEL DE LOCATION	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	DATE D'ÉCHÉANCE DU BAIL	COÛTS
Rimouski (bureau local)	586,71 m²	78 361,80 \$	Gestion M.B.S.	30-04-2021	-
Sept-Îles (bureau local)	223,95 m²	37 199,76 \$	Gestion Majicor	31-10-2018	-
Gaspé (bureau local)	297,44 m²	63 113,28 \$	S.Q.I.	NIL	-
Baie-Comeau	251,71 m²	45 463,44 \$	Société en commandite Laflèche	31-10-2020	841,15 \$
New-Richmond	284,55 m²	72 736,92 \$	9295-1110 Québec inc.	17-12-2019	1 731,81 \$
Lévis	771,80 m²	130 000,68 \$	Westcliff immobilier (Galleries Chagnon)	30-09-2021	-

.../2

EMPLACEMENT	SUPERFICIE DE L'ESPACE LOUÉ (m²)	COÛT ANNUEL DE LOCATION	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	DATE D'ÉCHÉANCE DU BAIL	COÛTS
Trois-Rivières	713,29 m²	155 355,12 \$	SQI	NIL	59 445,48 \$ 6 015,57 \$ 25 903,50 \$
Drummond- ville (bureau local)	606,55 m²	89 446,08 \$	9078-3739 QUÉBEC inc.	24-10-2018	-
Chicoutimi	635,61 m²	125 880,60 \$	S.Q.I.	NIL	65, 00 \$
Rouyn	360,84 m²	95 929,08 \$	Gestion Multi-Baux	31-03-2020	-
Val d'Or	101,78 m²	18 372,00 \$	Arduro limitée Société immobilière	31-10-2019	1 475,61 \$ 305,51 \$ 202,25 \$
Joliette	1 192,24 m²	183 921,60 \$	Le 530 rue Notre-Dame SEC	10-12-2017	-
Sherbrooke	685,66 m²	96 852,00 \$	Groupe TVA inc.	15-06-2017	-
St-Hyacinthe	801,22 m²	156 333,72 \$	Beauward (Galeries Saint- Hyacinthe)	03-11-2020	-
St-Jérôme	1 007,96 m²	203 919,12 \$	RioCan (Galeries des Laurentides)	31-01-2019	647,89 \$ 157,52 \$ 778,77 \$
Laval	699,79 m²	154 517,16 \$	S.Q.I.	NIL	-
Gatineau	550,66 m²	129 070,44 \$	Mario Marengère	30-09-2018	108,36 \$ 1 163,90 \$
Longueuil	1 108,00 m²	271 074,36 \$	Université de Sherbrooke	18-12-2019	-
Valleyfield (bureau local)	464,51 m²	66 233,88 \$	9181-5985 Québec inc.	30-09-2016 (dénoncé)	362,88 \$
St-Jean-sur Richelieu	478,47 m²	74 877,84 \$	Yamano Canada	31-03-2018	-
Montréal 35 Port-Royal Est	4 341,25 m²	1 032 556,32\$	Rodimax	31-01-2021	555,50 \$
Montréal 500 René- Lévesque O.	6 269,25 m²	2 193 819,36\$	ALFID	31-03-2038	658,24 \$ 184,89 \$
Québec 900, René- Lévesque E.	2 507,10 m²	712 182,36 \$	Industrielle- Alliance	31-03-2028	43,47 \$ 4 916,17 \$ 365,12 \$ 252,00 \$ 555,40 \$ 248,17 \$

EMPLACEMENT	SUPERFICIE DE L'ESPACE LOUÉ (m²)	COÛT ANNUEL DE LOCATION	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	DATE D'ÉCHÉANCE DU BAIL	COÛTS
Québec 900 place D'Youville	3 654,52 m²	767 006,40 \$	Groupe Mach	30-06-2026	11 652,00 \$ 7 265,00 \$ 6 337,00\$ 1 196,89\$ 477,13\$ 341,25\$
TOTAL	28 594,26 m²	6 954 223,32 \$			

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

SOURCE : Service des ressources matérielles
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG18

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2016-2017, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- a) La ou les dates des travaux;**
- b) Les coûts;**
- c) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

- Enlèvement d'un mur amovible et construction d'un mur au bureau de l'adjoint à la vice-présidente des opérations (900, place D'Youville)

b) Les coûts : 11 652 \$

- Installation de toiles solaires dans les locaux occupés par la présidente du Tribunal au 900, place D'Youville, 8^e étage

b) Les coûts : 7 265 \$

- Installation d'une porte vitrée à l'entrée des locaux occupés par la présidente du Tribunal au 900, place D'Youville, 8^e étage

b) Les coûts : 6 337 \$

SOURCE : Service des ressources matérielles

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG19

<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2016-2017, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU:</p> <ul style="list-style-type: none">a) La date de l'entrée en fonction et la date de départ;b) Le titre de la fonction;c) L'adresse du port d'attache;d) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;e) La prime de départ versée, le cas échéant;f) Le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;g) La liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;h) La description de tâches; Indiquer seulement trois groupes :i) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017;j) Le nombre total d'employés au cabinet;k) La masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017;l) Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;m) S'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>.
--

<p>N/A</p>

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG20

LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2016-2017 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- a) Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;**
- b) La circonscription électorale;**
- c) Le montant attribué;**
- d) Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.**

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 : aucun budget discrétionnaire.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 26).

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 31 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG21

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- a) Le nom de la personne;
- b) Le poste occupé;
- c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) L'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) La date de l'assignation hors structure;
- f) La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, aucun membre du personnel du TAT n'était hors structure.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 30 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG22

**LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :**

- a) Le poste initial;
- b) Le salaire;
- c) Le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) La date de la mise en disponibilité;
- e) Les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG23

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) prévisions pour 2017-2018;**
- c) par catégorie d'âge.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG24

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

Aucun poste n'a été aboli entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 30 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG25

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, PAR MISSION.

Nous vous référons à la réponse de la question 15 j).

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG26

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- a) Le nom de la personne;
- b) Le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) Le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) L'assignation initiale;
- e) L'assignation actuelle;
- f) La date de l'assignation hors structure;
- g) La date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- a) Martine Charrette
- b) Représentante régionale au Syndicat de la fonction publique du Québec au bureau régional de Drummondville
- c) 49 858 \$
- d) Technicienne en droit à la direction des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec à Trois-Rivières
- e) Syndicat de la fonction publique du Québec à Drummondville
- f) 28 mai 2012
- g) 27 mai 2017

- a) Hélène Babineau
- b) Responsable des ressources documentaires au Syndicat des professionnelles et professionnels du Gouvernement du Québec
- c) 75 644 \$
- d) Analyste des procédés administratifs (responsable de la gestion documentaire) à la Vice-présidence de la qualité et de la cohérence SST - RT – Ressources documentaires à Québec
- e) Syndicat des professionnelles et professionnels du Gouvernement du Québec à Québec
- f) 3 juillet 2012
- g) 31 décembre 2017

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 11 avril 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG27

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2016-2017, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- a) Le coût de chacun;**
- b) Le fournisseur;**
- c) La nature du service.**

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

Voici les détails relatifs aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc., et ce, pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017. Le nom des fournisseurs n’est pas mentionné puisque le TAT transige directement avec les éditeurs de périodiques ou les producteurs de bases de données. Le Tribunal n’utilise pas les services d’agences intermédiaires.

TITRE DU DOCUMENT	COÛT (\$)
Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires (DSJ, RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE)	1 896
Administrative Law Review (SST-MTL)	51
ADR Forum : The Canadian Journal of Dispute Resolution (Internet)	480
AMA Guides Newsletter (SST-MTL)	196
Archives des maladies professionnelles et de l'environnement (SST-MTL)	957
Assurance-automobile au Québec : indemnisation du dommage corporel (SST-QUE)	173
Attorney's Dictionary of Medicine (SST-MTL)	1 671
Cahiers de droit (Les) (SST-MTL)	160
Canadian Abridgment. Canadian Current Law + Canadian Citations (regroupe 5 titres) (SST-MTL)	2 361
Canadian Bar Review = Revue du Barreau canadien (Internet)	145
Canadian Employment Safety and Health Guide et e-bulletin (SST-QUE)	3 227
Canadian Labour and Employment Law Journal = Revue canadienne de droit du travail et de l'emploi (SST-MTL)	294
Canadian Labour Reporter et e-Newsletter et Internet (SST-MTL)	548
Charte canadienne des droits et libertés annotée et commentée (RT-MTL et RT-QUE)	2 320
Charte canadienne des droits et libertés : les grands énoncés de la Cour suprême (SST-MTL et SST-QUE)	402

.../2

Clarke's Canada Industrial Relations Board (SST-MTL)	950
Code civil Québec = Quebec Civil Code (RT-MTL 2 ex., SST-MTL, SST-QUE, et 10 ex. en région)	1 050
Code criminel (SST-MTL et SST-QUE)	150
Code de procédure civile annoté, avec jurisprudence (SST-MTL et SST-QUE)	280
Code de procédure civile du Québec (RT-QUE 2 ex., SST-MTL, SST-QUE et 9 ex. en région)	975
Code municipal et lois connexes (RT-QUE)	75
Congédiement en droit québécois en matière de contrat individuel de travail (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	2 805
*Contrat des organismes publics québécois (SST-QUE)	1 660
*Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (SST-QUE)	732
*Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (Internet)	1 075
Documentation et bibliothèques (avec l'adhésion à l'ASTED) (SST-MTL)	195
*Droit de la santé : lois et règlements et Internet (SST-MTL)	141
Droit municipal : principes généraux et contentieux (RT-MTL)	1 683
Droit transitoire civil (SST-MTL et Laval)	172
Droits de la personne et les relations du travail (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	936
E-CPS (Compendium des produits pharmaceutiques et spécialités) (Internet)	359
Employer's Health and Safety Manual (Ontario) (SST-MTL)	485
Employer's Guide to Ontario Workplace Safety and Insurance (SST-MTL)	409
Employment Law in Canada (SST-MTL)	1 767
Encyclopaedia of Health and Safety at Work (SST-MTL)	1 848
Encyclopédie médico-chirurgicale : appareil locomoteur, neurologie, pathologie professionnelle et de l'environnement, pneumologie, psychiatrie (regroupe 5 titres) (SST-MTL)	1 379
Formulaire de procédure civile (RT-QUE, SST-MTL, DSJ et SST-QUE)	380
Frais de justice : législation annotée (SST-QUE)	287
*Gestion : revue internationale de gestion (SST-MTL)	61
Gestion des accidents du travail au Québec: guide de l'employeur (SST-MTL)	101
Gestion plus Info-Employeur et Internet (RT-QUE et SST-MTL)	312
Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information (Internet)	500
International Journal of Occupational and Environmental Health (SST-MTL et Internet)	726
Journaux quotidiens sur semaine (SST-MTL) : Le Journal de Montréal, Le Devoir	340
Journaux quotidiens sur semaine (SST-QUE) : Le Journal de Québec, Le Devoir, Le Soleil	647
Journal quotidien sur semaine (RT-QUE) : Le Soleil	208
Journal quotidien du lundi au samedi (Estrie) : La Tribune	239
Journal of Bone and Joint Surgery. American volume (SST-MTL)	1 538
Journal of Occupational and Environmental Hygiene (SST-MTL et Internet)	1 606

*Journal of Occupational and Environmental Medicine (SST-QUE)	2 292
Journal of Occupational and Organizational Psychology (Internet)	765
Labour Relations Board Remedies in Canada (RT-MTL et RT-QUE)	932
Lancet (SST-MTL)	2 362
Lois du Québec (SST-MTL, SST-QUE)	600
Lois du travail (RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE et 8 ex. en région)	825
McGill Law Journal = Revue de droit de McGill (SST-MTL)	80
Mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail, 2e éd. (RT-MTL, RT-QUE)	712
*New England Journal of Medicine (Internet)	2 898
Occupational and Environmental Medicine (SST-QUE et Internet)	1 113
Occupational Injuries and Illness (SST-MTL)	873
Occupational Medicine (SST-QUE et Internet)	1 990
Ontario Health & Safety Law (SST-MTL)	696
Orthopedic Clinics of North America (SST-QUE)	1 027
*Le Petit Robert en ligne	1 965
Practice and Procedure before Administrative Tribunals (SST-MTL et SST-QUE)	12 500
Psychiatric and Psychologic Evidence (SST-MTL)	167
Relations de travail (RT-MTL et RT-QUE)	3 092
Rapports individuels et collectifs du travail (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL et SST-QUE)	737
*Relations de travail en milieu municipal (RT-MTL et RT-QUE)	2 196
Relations industrielles (Internet)	160
Remedies in Canadian Labour, Employment and Human Rights Law (SST-MTL et SST-QUE)	2 876
Revue d'arbitrage et de médiation (SST-MTL)	163
Revue de droit (SST-MTL)	18
Revue du Barreau (SST-MTL)	140
Revue française du dommage corporel (SST-QUE)	267
Revue générale de droit (SST-MTL)	75
Revue juridique Thémis (SST-MTL)	50
RH : la revue des CRHA et CRIA (SST-QUE)	35
Santé et sécurité du travail (Jurisclasseur) (SST-MTL et SST-QUE)	384
Scandinavian Journal of Work Environment and Health (SST-MTL)	409
Société par actions au Québec (RT-MTL et RT-QUE)	1 085
Spine (SST-MTL)	5 246
Spine Journal (SST-MTL)	1 115
Supreme Court Law Review (SST-MTL)	1 055
Tableau des modifications et index sommaire (RT-MTL, SST-MTL et SST-QUE)	210
Trade Union Law in Canada (RT-MTL)	1 321
Travail et santé (SST-MTL et SST-QUE)	74
Trente (SST-QUE)	18
Tribunaux administratifs du Québec : règles et législations annotées (RT-MTL, RT-QUE, SST-MTL, SST-QUE)	1 124
Usito – Dictionnaire en ligne	20
WHMIS Compliance Manual (SST-MTL)	548
Work and Stress (SST-MTL et Internet)	1 139
TOTAL	96 306 \$

Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) :

TITRE DU SITE	COÛT (\$)
Accès légal (base de données)	1 582
Labour Spectrum Classic (base de données)	3 024
Law Source (base de données)	1 288
Quicklaw (base de données)	4 638
*Répertoire des vedette-matières de l'Université Laval (base de données)	916
TOTAL	11 448 \$
GRAND TOTAL	107 754 \$

* Ces titres et ces montants ont été ajoutés pour présenter un tableau clair et juste.

SOURCE : Service des ressources documentaires
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 27 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG28

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

Le TAT ne possède aucun billet de saison pour quelque activité que ce soit.

Le TAT n'a fait la réservation d'aucune loge pour quelque activité que ce soit.

Le TAT n'est membre d'aucun club privé ou autres.

SOURCE : Service des communications

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 21 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG29

POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- a) Le nom du site Web;
- b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) Les coûts de construction du site;
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) La fréquence moyenne de mise à jour;
- h) Le responsable du contenu sur le site.

- a) Le nom du site Web : www.tat.gouv.qc.ca (ce site redirige l'internaute vers les sites de la CLP et de la CRT, en attendant la mise en ligne du futur site du Tribunal)
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Libéo
- c) Les coûts de construction du site : Voir la réponse au point e)
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :
150 \$ par mois pour le site CLP
250 \$ par mois pour le site CRT
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) : 20 328,66 \$

En raison de la fusion de la Commission des lésions professionnelles et de la Commission des relations du travail pour créer le Tribunal administratif du travail, nous devons construire un nouveau site Web afin de regrouper toute l'information des deux anciennes commissions.

- g) Fréquence moyenne de mise à jour : 3 fois par mois
- h) Responsable du contenu : Johanne Roy

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION : Service des communications

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 22 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG30

NOMINATIONS, POUR 2016-2017, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- a) La liste;**
- b) Le nom de la personne;**
- c) Les mandats de chacune de ces personnes;**
- d) Le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;**
- e) Le résultat du travail effectué;**
- f) Les échéances prévues;**
- g) Les sommes impliquées.**

Nous vous référons à la réponse fournie à la question 7.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG31

POUR 2016-2017, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, aucune dépense n'a été effectuée à ce chapitre.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 23 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG32

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2016-2017 ET 2017-2018 :

- a) Les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) Le nombre total de demandes reçues;
- d) Le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) Le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 du Tribunal administratif du travail.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG34

LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG35

LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2016-2017 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG36

LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS ET POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG37

L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2016-2017 du Tribunal administratif du travail.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG38

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG39

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2016-2017, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 ET 2018-2019, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRES LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

Le TAT n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG40

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Le montant total des primes au rendement et bonis versés entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 est de 106 146,82 \$.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 30 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RG40

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG40X

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Le montant total des primes au rendement et bonis versés entre le 1 ^{er} avril 2016 et le 28 février 2017 est de 106 146,82 \$. La répartition est la suivante :	
Professionnels	67 474,82 \$
Juristes	31 738,00 \$
CGRH	6 934,00 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG41

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Allocations de transition versées pour la période du 1 ^{er} avril au 28 février 2017 :					
<table><tr><th>Catégorie d'emploi</th><th>Montant</th></tr><tr><td>Membres (juges administratifs)</td><td>397 447,29 \$</td></tr></table>	Catégorie d'emploi	Montant	Membres (juges administratifs)	397 447,29 \$	
Catégorie d'emploi	Montant				
Membres (juges administratifs)	397 447,29 \$				

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 31 mars 2017

Information complémentaire à la fiche RG41

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG41X

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Les allocations de transition sont versées uniquement aux membres du Tribunal (juges administratifs). Les obligations que doit respecter le Tribunal administratif du travail à cet égard sont prévues aux articles 25 et 26 du *Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du travail* :

« **25.** Un membre à temps plein du Tribunal, autre qu'un membre en congé sans solde total de la fonction publique, dont le mandat n'est pas renouvelé ou qui ne sollicite pas un renouvellement de son mandat, reçoit une allocation de transition.

Cette allocation correspond à un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu depuis son entrée en fonction comme titulaire à temps plein d'un emploi supérieur nommé par le gouvernement, sans toutefois excéder 12 mois.

Pour toute période de service inférieure à une année, l'allocation est calculée au prorata des jours de service accomplis.

26. Un membre du Tribunal ne peut recevoir d'allocation de transition s'il est destitué ou démis. »

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG42

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 30 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RG42

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG42X

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

Seuls les juges administratifs (membres) en progression salariale ont eu droit à une augmentation de salaire de l'ordre de 7 % sans toutefois dépasser le maximum de l'échelle qui est de 140 117 \$.

Pour les fonctionnaires, une majoration de traitement de 1,5 % a été appliquée suite à la convention collective 2015-2020.

Pour les autres catégories d'emploi, nous sommes dans l'attente du règlement des conventions collectives.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 30 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG43

POUR 2016-2017, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE? POUR CHAQUE PERSONNE :

- a) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) Fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG44

POUR 2016-2017, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS? POUR CHAQUE PERSONNE :

- a) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) Fournir la liste des salaires versés.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG45

LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

Entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, sept comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat des membres (juges administratifs) ou pour des comités de sélection. Les personnes suivantes ont fait partie de l’un ou l’autre des comités :

Nom	Montant
Monsieur Camille Brassard	2 654,40 \$
Madame Suzanne Comtois	4 447,11 \$
Monsieur Raymond Levasseur	3 985,30 \$
Madame Anne Parent	1 129,00 \$
TOTAL	12 215,81 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 30 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG46

POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG47

COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2017-2018. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2016-2017, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2016-2017, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG48

LISTE DES SITUATIONS EN 2016-2017 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG49

INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG50

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2016-2017 seulement.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG51

**VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR
2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour l'année 2016-2017.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG52

NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG53

**VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE
MARITIME POUR 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime).

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG54

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES
FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert).

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG55

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES
FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG56

**LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES
FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG57

**POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA SOMME ALLOUÉE À
L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG58

PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT TOTAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2016-2017 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISMES PUBLIQUES, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA *LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS*.

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.

FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :

- a) **LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;**
- b) **LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);**
- c) **LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;**
- d) **LE MONTANT ACCORDÉ;**
- e) **LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;**
- f) **LES MOTIFS DE LA DEMANDE;**
- g) **TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.**

INDIQUER SI OUI OU NON LES MINISTÈRES OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG59

CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES), ET CE, POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 :

- a) La dépense totale (opération et capital);**
- b) Les grands dossiers en cours;**
- c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;**
- d) Préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI.**
- e) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**

Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 :

- a) La dépense totale (opération et capital) :** 6 617 100 \$
Selon le PARI en 2016-2017
- b) Les grands dossiers en cours :** Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- d) Le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :** La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- e) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :**
Nous vous référons à la réponse fournie à la question 11.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION : Direction générale des technologies et du pilotage

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 10 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG60

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :

- a) De la masse salariale;**
- b) Des indemnités de retraite, s'il y a lieu.**

a) Masse salariale : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Indemnités de retraite : Un montant de 7 419,02 \$ a été versé en indemnités de retraite entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 30 mars 2017

Informations complémentaires à la fiche RG60

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG60X

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :

a) La masse salariale;
b) Des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

a) Masse salariale : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Indemnités de retraite : Un montant de 7 419,02 \$ a été versé en indemnités de retraite entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017, réparti de la façon suivante :

Fonctionnaires :	519,70 \$
Ouvriers :	15,77 \$
Professionnels :	4 383,95 \$
Cadres :	2 499,60 \$
Membres :	0,00 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 30 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG61

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG62

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG63

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2016-2017 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 du Tribunal administratif du travail.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG64

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2015-2016 ET 2016-2017 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- a) Le sujet;
- b) La ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) Les coûts reliés à sa réalisation;
- d) Le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu;

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 28 mars 2017

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG65

POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :

A)

LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;

B)

LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;

C)

LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations :

	01-04-2015 au 29-02-2016 *	01-04-2016 au 28-02-2017
Montant total octroyé	288 692 \$	248 072 \$
Nombre de personnes visées	159	141

* Ces données sont l'addition de celles fournies lors de l'exercice précédent qui visait la Commission des lésions professionnelles (du 1^{er} avril 2015 au 31 décembre 2015), la Commission des relations du travail (du 1^{er} avril 2015 au 31 décembre 2015), et le Tribunal administratif du travail (du 1^{er} janvier 2016 au 29 février 2016).

b) La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation :

• Barreau du Québec

• Chambre des notaires

• Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 10 mars 2017

ANNEXE 1

(Question RG15 j)

**Évolution des effectifs réguliers par catégorie
d'emploi et par territoire habituel de travail**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 28 février 2017						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Etrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	8	55,0	25,0	20,0		108,0
Saguenay-Lac-St-Jean		2,0	1,0	4,0		7,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		4,0	2,0	9,0		15,0
Yamaska		4,0	1,0	5,0		10,0
Chaudière-Appalaches		2,0	2,0	5,0		9,0
Bas-St-Laurent/Iles-Madeleine/Gaspésie/Côte-Nord		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						0,0
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,5	1,0	3,0		6,5
Montréal	4	57,5	26,0	45,0	1	133,5
Montréal		3,0	1,0	7,0		11,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		5,0	2,0	7,0		14,0
Richelieu-Salaberry						0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		3,0	1,0	2,0		6,0
TOTAL	12	154,0	71,0	132,5	1	370,5

Commission des relations du travail

Répartition des postes par catégorie d’emploi

Au 2 avril 2014

Nombre de postes Cible 2013-2014 : 145					
Catégories d’emplois	Postes réguliers		Postes occasionnels		Total
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	12	27	0	0	39
Cadres	2	2	0	0	4
Professionnels	20	27	0	1	48
Techniciens et employés de bureau	17	25	1	0	43
Total	135		2		137

2014-2015

Répartition des postes par catégorie d’emploi

Au 4 mars 2015

Nombre de postes Cible 2014-2015 : 143					
Catégories d’emplois	Postes réguliers		Postes occasionnels		Total
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	12	25	0	0	37
Cadres	2	2	0	0	4
Professionnels	22	27	0	0	49
Techniciens et employés de bureau	19	28	1	0	48
Total	140		1		141

*14 postes vacants inclus

2015-2016

Répartition des postes par catégorie d’emploi

Au 31 décembre 2015

Nombre de postes Cible 2015-2016 : 139					
Catégories d’emplois	Postes réguliers		Postes occasionnels		Total
	Québec	Montréal	Québec	Montréal	
Membres-dirigeants	1	2	0	0	3
Membres-commissaires	11	24	0	0	35
Cadres	1	1	0	0	2
Professionnels	20	24	0	0	44
Techniciens et employés de bureau	17	25	1	0	43
Total	126		1		127

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL Évolution des effectifs réguliers <i>En date du 29 février 2016</i>						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Etrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	7	55,0	25,0	23,0	1	111,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		3,0	1,0	5,0		9,0
Chaudière-Appalaches		5,0	2,0	5,0		12,0
Bas-St-Laurent/Iles-Madeleine/Gaspésie/Côte-Nord		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						0,0
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,5	1,0	3,0		6,5
Montréal	4	58,5	26,0	39,0	1	128,5
Montréal		3,0	1,0	8,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	7,0		13,0
Richelieu-Salaberry						0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	3,0		7,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	2,0		5,0
TOTAL	11	155,0	71,0	129,5	2	368,5

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

Évolution des effectifs réguliers

En date du 31 mars 2015

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	5	31,0	19,0	12,0	1	68,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		3,0	1,0	5,0		9,0
Chaudière-Appalaches		4,0	2,0	6,0		12,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		3,0	2,0	2,0		7,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						0,0
.Trois-Rivières		2,4	2,0	3,0		7,4
.Drummondville		2,6	1,0	3,0		6,6
Montréal	2	33,5	16,0	28,0	1	80,5
Montérégie		3,0	1,0	8,0		12,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	9,0		15,0
Richelieu-Salaberry						0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	4,0		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	3,0		6,0
TOTAL	7	107,5	55,0	112,5	2	284,0

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 31 décembre 2015						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3,0	1,0	4,0		8,0
Québec	5	30,0	17,0	11,0	1	64,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		3,0	1,0	5,0		9,0
Chaudière-Appalaches		5,0	2,0	5,0		12,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		2,0	2,0	2,0		6,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						0,0
.Trois-Rivières		2,0	2,0	3,0		7,0
.Drummondville		2,5	1,0	3,0		6,5
Montréal	2	34,5	15,0	25,0	1	77,5
Montérégie		3,0	1,0	7,0		11,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	2,0	8,0		14,0
Richelieu-Salaberry						0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	3,0		7,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	0,0	3,0		5,0
TOTAL	7	107,0	51,0	104,5	2	271,5